

L'UNION ECONOMIQUE ET MONÉTAIRE EUROPÉENNE

Ces Français qui ont ouvert l'Europe aux financiers anglo-américains

Par Christine Bierre

Une quinzaine d'années après l'adoption du traité de l'Union économique et monétaire (UEM), en 1989, les citoyens français et hollandais ont enfin décidé, lors des référendums sur le Traité constitutionnel européen, d'arrêter net cette évolution qui se traduit non seulement par un blocage total des résultats économiques des pays membres, mais par une forte baisse de l'emploi et du niveau de vie des citoyens depuis une trentaine d'années. Comme le disait Abraham Lincoln, heureusement, on ne peut pas tromper tout le monde tout le temps !

Le rejet du Traité constitutionnel a été l'occasion de nous plonger une fois de plus dans les origines de l'UEM. L'article qui suit est le fruit de ce regard nouveau sur l'histoire de l'UEM, terriblement éclairant sur les raisons ayant conduit à l'appauvrissement sensible des populations et des nations et à l'enrichissement éhonté, au contraire, des pouvoirs financiers.

Analysée de ce point de vue, l'histoire de l'UEM est, à vrai dire, passionnante, car elle touche à tous les points névralgiques ayant défini l'évolution de l'histoire de notre continent depuis les années trente. Elle nous amène vers ces milieux financiers, synarchistes, essentiellement anglo-américains mais aussi continentaux européens, qui ont soutenu la montée d'Hitler au pouvoir, avant de le quitter au moment où celui-ci choisit de se retourner contre l'Europe de l'Ouest avant de donner l'assaut contre l'Union soviétique. Ce sont ces mêmes milieux qui, ayant rallié Franklin Roosevelt seulement le temps de vaincre les nazis, réinvestiront dès sa mort les centres du pouvoir et se trouveront à l'origine de toutes les initiatives ayant abouti à la création de l'UEM. L'histoire de l'UEM nous fera apprécier de nouveau, même si ce n'est pas le but de cet article, toute l'importance de Charles de Gaulle, individu exceptionnel qui seul, avec l'aide du chancelier allemand Konrad Adenauer, a bravé cette faction des financiers d'empire, renforçant, au contraire, les nations, les peuples et l'idée d'un monde basé sur une alliance de nations souveraines fondée sur une communauté de principes. L'histoire de l'UEM nous oblige, enfin, à revoir ces heures peu glorieuses où la France de François Mitterrand planta un couteau dans le dos de son alliée privilégiée, l'Allemagne, au moment où l'histoire avait donné à ce pays, écartelé par la Deuxième Guerre mondiale, une chance de retrouver son unité. Les lecteurs de cet article seront enfin très surpris de découvrir que cette UEM qui nous a été présentée comme un rempart contre les néo-conservateurs américains, a été, en réalité, bâtie très précisément par les mêmes cercles qui les ont portés au pouvoir dans ce pays !

Tant que la France n'aura pas fait marche arrière toute de cette politique pour rétablir une orientation économique en accord avec ses traditions historiques, c'est-à-dire un système proche de celui des « Trente Glorieuses » où l'Etat, grâce à son contrôle de la banque nationale et à l'émission de crédit public, réorientait l'argent vers l'investissement productif dans la recherche, la haute technologie, les infrastructures et le plein emploi productif, notre pays continuera à s'appauvrir et à perdre son rang.

Il faut savoir que le traité de Rome, adopté par un noyau de six pays européens, le 25 mars 1957, ne prévoyait rien en matière d'union économique et monétaire, ni surtout rien qui implique un transfert de souveraineté vers une institution supranationale. Seuls quelques articles très généraux s'aventuraient dans ce domaine : l'article 104 tenait chaque État membre pour responsable de pratiquer « la politique économique nécessaire en vue d'assurer l'équilibre de sa balance globale des paiements et de maintenir la confiance dans sa monnaie, tout en veillant à assurer un haut degré d'emploi et la stabilité du niveau des prix » ; l'article

105 créait un « comité monétaire », mais dont le rôle était « purement consultatif » ; l'article 107 prévoyait que « chaque État membre traite sa politique en matière de taux de change comme un problème d'intérêt commun ». Seul l'article 108 ouvrait la porte à des mesures financières supranationales en stipulant qu'en cas « de menace grave de difficultés dans la balance des paiements d'un État membre (...) susceptibles notamment de compromettre le fonctionnement du Marché commun, la Commission procédera à un examen et recommandera des mesures à l'État intéressé ». Si elles s'avéraient insuffisantes, elle « recommande au Conseil, après consultation du Comité monétaire, le concours mutuel et les méthodes appropriées » et le Conseil, « statuant à la majorité qualifiée, accorde le concours mutuel ».

L'histoire de l'UEM est celle des tentatives successives de l'oligarchie financière d'obtenir que les États-nations membres acceptent de transférer leur pouvoir souverain en matière d'économie et de finance vers une institution supranationale dominée par les pouvoirs financiers. Robert Marjolin, l'une des figures qui a le plus contribué à cette Europe de la finance, le dit clairement dans son autobiographie (1) en évoquant, en 1974, la raison pour laquelle ces idées ont fait peu de progrès depuis le traité de Rome : « On semblait penser que l'UEM était une simple extension ou un approfondissement de l'union douanière, sans voir que les deux concepts étaient profondément différents. L'union douanière suppose simplement que les gouvernements renoncent (...) à utiliser dans la poursuite des intérêts nationaux, les instruments de la politique commerciale, droits de douane et restrictions quantitatives... ». Dans une UEM, par contre, « les gouvernements nationaux remettent à des institutions communes l'emploi de tous les instruments de la politique monétaire et de la politique économique ».

LES CONCEPTIONS D'EMPIRE SOUS-JACENTES À L'UNION ECONOMIQUE ET MONÉTAIRE EUROPÉENNE

C'est au sommet de Strasbourg du 8 décembre 1989 que l'Europe a donné le feu vert à l'adoption du traité de l'Union économique et monétaire, dont le projet avait été élaboré par une commission dirigée par Jacques Delors, alors président de la Commission économique européenne. En 1990, une conférence intergouvernementale sur l'UEM établira un processus par étapes qui aboutira aux traités

de Maastricht de 1992, d'Amsterdam, en 1997, avec son corollaire, le Pacte de stabilité, à l'établissement de la Banque centrale européenne indépendante et à l'euro à partir de 1999.

Historiquement, cependant, la première pierre de ce processus fut posée par le « Programme d'action pour le deuxième étage de la Communauté économique européenne (1962-65) », présenté par la Commission aux gouvernements des pays membres, le 24 octobre 1962. Bien que l'introduction de ce texte soit de la main de Walter Hallstein, président en exercice de la Commission, les sections avaient été rédigées par les différentes

président de la CEE en charge de l'économie et des finances.

Mais ce sont les aspects plus sombres de sa vie, qui le lient sans aucun doute au cœur même de l'oligarchie financière anglo-américaine et à ses plans d'Empire mondial, qui sont plus importants pour cet article (voir ci-contre). En effet, cet homme d'origine très modeste qui déclare à propos de sa vie : (1) « Ce que je désirais confusément, c'était sortir de la masse, me faire reconnaître comme étant quelqu'un », gravira tous les échelons sociaux pour devenir un serviteur de cette oligarchie au plus haut niveau. Des milieux de la synarchie bancaire d'avant-guerre, jusqu'aux dernières années de sa vie où il rejoint les comités d'administration de quelques-unes des très grandes multinationales anglo-hollandaises et américaines, telles Royal Dutch Shell (Prince Bernhard) et la Chase Manhattan Bank (David Rockefeller), la carrière de Robert Marjolin a été faite en grande partie sous le contrôle des grandes familles de l'oligarchie, dont la famille Rockefeller et le groupe de Bilderberg.

Très important pour comprendre comment ces cercles financiers finiront par prendre le contrôle des finances européennes en 1989, via l'UEM, c'est le fait qu'en 1945, Robert Marjolin introduira son ami, le philosophe franco-russe Alexandre Kojève, à la Direction des relations économiques extérieures (DREE) un poste stratégique à partir duquel Kojève agira dans l'ombre, pendant une vingtaine d'années, en faveur de ces intérêts impériaux (voir ci-contre). Egaleme nt inconnu du public français, c'est pourtant lui qui imposa les conceptions d'Empire sous-jacentes à l'ensemble de la construction européenne et dont les populations européennes ignorent tout ! Convaincu que depuis Napoléon, les États-nations n'avaient plus aucune chance de faire face seuls aux défis de la guerre, Alexandre Kojève militait ouvertement en faveur de la constitution d'ensembles régionaux bâtis dans l'interdépendance, des empires régionaux qui, à la fin des temps, viendraient constituer un « empire universel et homogène » ! Alexandre Kojève, Bernard Clappier, son directeur à la DREE, et Olivier Wormser, un autre proche de Marjolin, chef de la direction économique et financière du Quai d'Orsay, agirent depuis l'intérieur de la bureaucratie, en faveur de ces conceptions supranationales, souvent à l'insu de leurs propres gouvernements. Sous la IVème République, en l'absence d'un pouvoir politique fort, ils jouissent d'une liberté de manœuvre quasi absolue.

Avec Leo Strauss, le philosophe allemand exilé aux États-Unis en 1933 où il fonda une célèbre école à l'Université de Chicago, et Carl Schmitt, le juriste attiré des nazis, Alexandre Kojève fait partie d'un autre trio aussi néfaste que celui-là. Ensemble, ces trois « philosophes » seront les inspirateurs de l'idéologie des néo-conservateurs au pouvoir aujourd'hui aux États-Unis, étrange concoction des conceptions réactionnaires de Hobbes, de Nietzsche et de Hegel.

DU PROGRAMME D'ACTION DE ROBERT MARJOLIN EN 1962 AU PLAN DELORS DE 1989

C'est donc ce groupe d'hommes que nous retrouvons à l'origine du « Programme d'action pour le deuxième étage de la Communauté économique européenne (1962-65) ».

Les propositions faites dans ce programme avaient d'abord été élaborées et présentées conjointement par Robert Marjolin et un économiste belgo-américain, membre de l'une des organisations les plus importantes de l'élite américaine, le Conseil des relations extérieures de New York, et conseiller économique du



L'Eurotower à Francfort (Allemagne), siège de la Banque centrale européenne.

directions de la CEE en charge de ces dossiers. Robert Marjolin, vice-président français de la Commission économique européenne, chargé des questions économiques et financières, était à l'origine des sections touchant aux questions économiques et financières.

Inconnu de la plupart des Français aujourd'hui, au regard de l'importance que l'UEM a pris dans la vie des nations et des citoyens européens, Robert Marjolin est, avec quelques autres sur lesquels nous nous attarderons dans cet article, l'un des individus clés ayant exercé un rôle particulièrement néfaste dans l'histoire récente de l'Europe.

Les aspects plus publics de sa vie sont bien connus. Européaniste convaincu et proche des États-Unis, la carrière de Robert Marjolin se déroule sous le parrainage de Jean Monnet, qui en fit le chef de la mission d'achats française aux États-Unis pendant la guerre, l'appela auprès de lui, en 1945, au Commissariat au Plan et lui ouvrit, entre 1948 et 1951, une grande carrière européenne en le faisant nommer à la tête de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), qui distribuait les aides du plan Marshall à toute l'Europe. De 1958 à 1967, Robert Marjolin devient vice-

Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe de Jean Monnet (ACUSE). Dans un ouvrage datant de 1957, avant même la création du Marché commun, Robert Triffin appelait déjà les Européens à aller dans la direction d'une Union économique et monétaire !

Peu avant le Programme d'action de 1962, Triffin et Robert Marjolin avaient fait une proposition conjointe pour la création d'un «Fonds de réserve européen» devant être nourri par 10 % des réserves des banques centrales, destiné à donner à la bureaucratie de Bruxelles un rôle financier indépendant et supranational par rapport aux Etats membres. Ils proposaient également la création d'une nouvelle unité de compte européenne.

Le Programme d'action de 1962 se proposait de réformer le traité de Rome, dans le sens d'une interprétation maximaliste de l'article 108, ouvrant la voie à la réalisation d'une Union économique et monétaire. Le deuxième étage proposé pour la période 1962-65 exigeait des consultations préalables avant toute opération monétaire importante. Le troisième étage, couvrant la période 1965-1969, proposait déjà une Union économique et monétaire imposant des taux fixes entre les monnaies et une politique monétaire préfigurant la rigidité de l'UEM de 1989.

Peu de ces propositions furent adoptées, car de Gaulle s'opposa vigoureusement à toutes les tentatives de la Commission de s'arroger un pouvoir supranational. Cependant, en 1964, le Conseil européen accepta de créer un comité des gouverneurs de banques centrales et de coordonner à moyen terme les politiques budgétaires. C'était déjà une victoire importante pour les financiers car, comme Robert Marjolin devait le déclarer lors du premier comité des gouverneurs de Banques centrales : «La question centrale était identifiée comme le mouvement vers la création d'une Union monétaire.»

LES PLANS BARRE ET WERNER DES ANNÉES SOIXANTE

Profitant d'un climat monétaire très dégradé à l'échelle internationale, une nouvelle offensive aura lieu à la fin des années soixante. Dans un mémorandum qu'il rédigea lui-même en 1969, Raymond Barre, futur Premier ministre,

nous apprend que c'est «avec une très grande discrétion», étant donné les implications de telles politiques sur l'Europe, qu'un mémorandum confidentiel fut présenté par la CEE au sommet des ministres des Finances européens, réuni à Rome en février 1968. Ce «Mémorandum pour une action communautaire dans le domaine monétaire», inspiré par le Programme d'action de 1962, allait, en effet, très loin. Il



De g. à dr. : Raymond Barre, Robert Marjolin et Pierre Werner.

proposait entre autres 1) d'obliger les «Etats-membres à ne faire aucun changement dans les parités des monnaies, sauf par un accord préalable», 2) de «définir une unité de compte devant être utilisée dans toutes les actions de la Communauté ayant besoin d'un dénominateur commun».

Cependant, Raymond Barre enterra ce projet, non pas pour des raisons de fond, mais par crainte que les Etats, la France en particulier, ne soient pas encore prêts à franchir le pas vers la supranationalité et qu'à vouloir aller trop vite, une telle approche ne réveille les réflexes nationaux, empêchant tout progrès. Barre avait remplacé entre-temps Robert Marjolin en tant que vice-président français de la CEE, chargé des questions économiques et financières.

Dans son mémorandum proposé le 12 février 1969, Barre revient à la charge, de façon plus prudente, et endosse tous les progrès réalisés vers l'UEM, dont il nous rappelle que les lignes principales ont été définies dans le chapitre VIII du Programme d'action de Marjolin. Le plan Barre «réaffirme le contenu du mémorandum de 1968» et propose d'aller au-delà 1) en renforçant la coordination dans

les politiques économiques à moyen terme, en particulier en matière de production, d'emploi, de salaires et de balance des paiements. 2) en établissant des «consultations préalables obligatoires sur les politiques à court terme» et 3) en continuant à construire les instruments d'une politique monétaire européenne. Moins ambitieux que ceux de Marjolin, Triffin et les autres, ce projet était plus insidieux, car de

l'UEM. Raymond Barre révèle aussi que dans les années 60, Kojève était un fervent partisan de la création de zones économiques régionales. Pour lui, «les économies repliées sur elles-mêmes, les tarifs douaniers, les entraves à l'échange de marchandises, tout cela était dépassé», dit Barre, qui ajoute que Kojève croyait à «l'interdépendance inévitable entre les économies», «une idée qu'il puisait dans sa vision de la fin de l'histoire», c'est-à-dire l'idée inspirée de Hegel qu'un jour, les empires régionaux viendraient faire partie intégrante d'un empire universel homogène.

LE SOMMET DE LA HAYE DE 1969

C'est le sommet de La Haye de décembre 1969 qui mettra sur la table un projet beaucoup plus ambitieux, préfigurant déjà l'UEM de 1989. Plusieurs facteurs nouveaux, dont l'intensification des désordres monétaires internationaux qui aboutiront à la mort du système de Bretton Woods en 1971, sont à l'origine de cette nouvelle offensive. L'autre facteur majeur est le fait que de Gaulle ait alors quitté le pouvoir, remplacé par un George Pompidou qui était loin d'avoir la même hauteur de vues. Proche de l'Angleterre et des milieux financiers, Pompidou commit l'erreur monumentale de faire entrer l'Angleterre dans le Marché commun, entrée qui marque le premier recul notable des économies européennes et la fin de la conception «carolingienne» du gaullisme.

Côté allemand, c'est Willy Brandt, un européeniste convaincu, qui prit les rênes du pouvoir. Dans un rapport sur l'histoire de l'UEM pour la Banque nationale de Belgique, Yvo Maes nous confirme quelles ont été les sources de cette nouvelle initiative : «Le fait que Willy Brandt soit devenu chancelier allemand était très important. Brandt était un fédéraliste européen convaincu et très favorable à l'UEM, tout comme Gaston Eyskens (Belgique) et Pierre Werner (Luxembourg). Brandt était membre du Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe de Jean Monnet, qu'il a consulté avant de préparer le sommet de La Haye. Monnet a fait appel à Triffin qui a rédigé la proposition pour un Fonds monétaire européen.»

A ce sommet, les chefs d'Etats demandèrent à Pierre Werner, Premier ministre luxembourgeois, d'établir un projet en vue de la création d'une Union économique et monétaire. Le plan Werner, présenté en 1970 sous le titre *L'Europe en route vers l'Union monétaire*, se situe, encore une fois, dans la continuité du Programme de Marjolin de 1962, y compris la «proposition de Robert Triffin et de Robert Marjolin de 1958 pour la création d'un Fonds de réserve européen, fin ultime d'une politique économique et monétaire commune». Il propose la création par étapes, sur une période de sept à dix ans au plus, d'une Union économique et monétaire prévoyant la mise en oeuvre d'un mécanisme réduisant les fluctuations des taux de change ; la définition d'une unité de compte européenne dont l'usage serait d'abord facultatif et pragmatique, pouvant favoriser, entre autres, le développement d'un marché financier européen autonome ; la création d'un Fonds de coopération monétaire européen permettant d'organiser les concours financiers destinés aux opérations de financement à court et à moyen terme de la Communauté.

Dans la septième étape, ce Fonds se transformerait en Fonds de réserve européen, aux compétences largement étendues, et Pierre Werner nous dit que «conformément au plan du professeur Triffin, patronné par le Comité Monnet, les banques centrales détiendraient sous forme de dépôts une proportion déterminée de leurs réserves monétaires globales. Les dépôts seraient libellés en unités de compte.» Werner ajoute, quant à ces dernières propositions, «que l'usage de l'unité de compte européenne nous rapproche notablement d'une ultime étape, à savoir la centralisation définitive de la politique monétaire et la substitution d'une monnaie européenne, de compte et de circulation, aux monnaies nationales. Cela ne se fera sans doute qu'en fonction d'une intégration politique plus poussée.»

Indiquant que les objectifs poursuivis par ces «pères» de l'Europe financières étaient tout sauf «idéaux», une note sur la liberté de circulation des capitaux, annexée au rapport Werner, appelle les Etats à adopter des mesures contribuant à l'émergence d'un marché des capitaux européen, dont l'origine serait le marché de l'euro-dollar.

On voit, enfin, dans le plan Werner, une forme d'extrémisme monétaire, combinant à

Robert Marjolin, une vie au service de l'oligarchie financière anglo-américaine

L'économiste Robert Marjolin constitue l'un des meilleurs fils rouges que nous possédons pour suivre les politiques promues par l'oligarchie financière anglo-américaine et ses alliés continentaux, depuis les années trente jusqu'à sa mort en 1986.

Issu d'une famille très modeste, ce sont les deux représentants de la Fondation Rockefeller en France, Célestin Bouglé, directeur de l'Ecole normale supérieure et fondateur du Centre de documentation sociale, et Charles Rist, économiste de renom international, sous-gouverneur de la Banque de France avant la guerre et fondateur de l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES), qui l'ont promu à un rôle de premier plan sur la scène internationale.

C'est alors qu'il passait son oral à la Sorbonne que Bouglé «repère» Marjolin. En 1932, il lui obtient une bourse aux Etats-Unis, à la Fondation Rockefeller, pour étudier les rapports entre la culture et la personnalité. En 1933, Bouglé présente Marjolin à Rist qui en fera son principal collaborateur à l'IRES.

Ses liens avec la Fondation Rockefeller propulsent Marjolin dans cet univers glauque d'avant-guerre qui fournira ses troupes à la Révolution nationale de Vichy. Cependant, tous n'ont pas collaboré avec les nazis, certains finissant par choisir, *in extremis*, d'entrer en résistance avec Churchill, lorsqu'ils se sont aperçus qu'Hitler avait décidé de s'attaquer à l'Europe de l'Ouest avant de s'en prendre à l'Union soviétique.

Bien que se réclamant du socialisme – Marjolin fut chargé de mission auprès de Léon Blum en 1936 dans le premier gouvernement du Front populaire – il pratique le grand écart entre ces idées et les groupes économiques les plus libéraux, voire même avec les milieux planistes inspirés par le néo-fasciste belge Henri de Man.

En tant que principal collaborateur à l'IRES, Marjolin faisait de fréquents voyages à Londres pour travailler avec la London School of Economics, où la Fondation Rockefeller finançait déjà les économistes qui allaient fonder en 1947 l'infâme Société du Mont-Pèlerin, Lionel Robbins et Friedrich von Hayek. Dans son autobiographie*, Marjolin dira tout le bien qu'il pense du «Reform Club» et de ces milieux où il «retrouvait d'excellents amis anglais» dont «Lionel Robbins».

Marjolin sera aussi de ceux qui fondèrent l'organisation qui a préfiguré l'ultra-libérale Société du Mont-Pèlerin. Dès 1938, «Le colloque Walter Lippmann», organisé par le philosophe et économiste Louis Rougier, donna lieu à la création du Centre international d'études pour la rénovation du libéralisme. Lippman, un publiciste américain, venait de publier un livre, *The Good Society*, qui avait fait fureur, renvoyant dos à dos socialisme et fascisme pour ce qui était

du contrôle des moyens de production, mais proposant d'encadrer le libéralisme économique par un cadre juridique et policier tout aussi autoritaire. Sur les vingt-six personnalités présentes à la fondation de la Société du Mont-Pèlerin, en Suisse, en 1947, seize, dont les principales, avaient déjà participé à ce colloque d'avant-guerre à Paris, dont : Friedrich von Hayek, Ludwig von Mises, Walter Lippmann, M. Polany, et Walter Röpke. Parmi les Français, outre Louis Rougier, on trouvait sans surprise Raymond Aron, Robert Marjolin et Jacques Rueff qui, plus tard, travaillera avec de Gaulle. Notons que l'existence de ce colloque fut longtemps occultée par les fondateurs de la Société du Mont-Pèlerin en raison des liens très étroits entretenus par Louis Rougier avec le régime de Vichy. Lionel Robbins aurait ainsi émis son veto à la participation de Louis Rougier à la première réunion de Société du Mont-Pèlerin, en avril 1947, et ce n'est que dix ans plus tard, à Saint-Moritz, que Rougier réintègrera la Société, avec le soutien remarqué de Friedrich von Hayek.

Marjolin déclare, dans son autobiographie, qu'«il y a trois noms auxquels (sa) pensée s'accroche parmi (ses) contemporains» d'avant-guerre, «Raymond Aron, Eric Weil et Alexandre Kojève. Je leur dois, dit-il, une grande partie de ce que je pense, de ce que je suis. Il existait entre nous, malgré nos divergences, une unité profonde dans la façon dont nous jugeons le monde qui nous entourait et le mouvement de l'histoire». C'est également à cette époque qu'il fit connaissance d'Olivier Wormser à qui une grande amitié le liera jusqu'à sa mort. Marjolin participa au séminaire sur Hegel donné par Kojève à l'Ecole pratique des Hautes Etudes et fera entrer l'émigré franco-russe au ministère de l'Economie en 1945.

Notons enfin que, bien que Marjolin, tout comme Raymond Aron, aient participé à la résistance contre le nazisme, ils ont aussi collaboré avec les milieux qui suivirent le maréchal Pétain jusqu'au bout. Marjolin dit lui-même avoir été «un temps séduit» par le groupe du 9 juillet (1934), qui rassembla les «planistes» de tous bords autour d'un programme de corporatisme social et national de type fasciste. C'était une initiative de Jules Romain, un adepte de Jean Coutrot, fondateur, en 1931, du groupe X crise qui rassemblait des planistes «polytechniciens». Il est aussi accusé d'avoir dirigé la Synarchie d'Empire. Le groupe Révolution constructive auquel participa Marjolin était une caisse de résonance du planisme de de Man. Quant à Raymond Aron qui, encore en 1983, écrivait : «Traîtres les collaborateurs, oui ; traîtres les tenants de la Révolution nationale, certainement non», il avait été un assidu des Décades de Pontigny, de Paul Dejardins, autre vivier de formation de la technocratie vichyste entre 1911 et 1939.

la fois une liberté absolue dans la circulation des biens, des personnes et des capitaux, avec un rigorisme extrême au niveau du contrôle monétaire et budgétaire par une agence unique, supranationale. Trois conditions seraient nécessaires à une UEM : « Une convertibilité totale et irréversible des monnaies entre elles ; la libération complète des mouvements de capitaux et l'intégration complète des marchés bancaires et autres marchés financiers, l'élimination des marges de fluctuation et la fixation irrévocable des parités. »

Heureusement pour l'Europe d'alors, la crise monétaire qui aboutit à la fin du système de Bretton Woods mit en veilleuse tous ces projets jusqu'à la création du serpent monétaire européen en 1972 et du Système monétaire européen de 1978, qui obéissent cependant à une logique différente. En effet, il s'agit là d'une défense des économies européennes, dans un monde où le flottement des monnaies et la globalisation ont de graves répercussions sur les économies, plutôt que d'une volonté de créer une UEM supranationale.

DU PLAN WERNER AU PLAN DELORS, LE TÉMOIGNAGE DE HANS TIETMEYER, ANCIEN GOUVERNEUR DE LA BUNDESBANK

Le témoignage de Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank entre 1993 et 1999, sur certains moments clés de l'histoire de l'UEM est particulièrement instructif, étant donné sa défense systématique et éhontée du point de vue des banques contre celui des peuples. Dans un discours prononcé à l'Académie royale irlandaise de Dublin, le 26 avril 2005, Tietmeyer, qui avait fait partie du groupe Werner, souligne que le « vrai tournant en U pour la politique monétaire européenne » a démarré en 1983, « lorsqu'un fort conflit a éclaté à l'intérieur du gouvernement concernant l'orientation future de la politique intérieure. C'est le nouveau ministre des Finances, Jacques Delors, qui finit par gagner le soutien du président Mitterrand à un changement fondamental de la politique intérieure française et de la politique monétaire, en direction d'une orientation soutenue vers la stabilité. »

On se souvient de ce conflit, résolu avec l'adoption par François Mitterrand du « tournant libéral », une désastreuse politique de rigueur qui caractérisa toute sa présidence par la suite. En 1981, fraîchement élu, Mitterrand lance une politique radicale de nationalisation des banques et grandes industries. Pas moins de trente-six banques

seront nationalisées, y compris les deux les plus importantes, Paribas et Suez, ainsi que sept grands groupes industriels, parmi lesquels Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Pechiney et Usinor. Sous couvert d'une politique radicalement de gauche, l'offensive de François Mitterrand avait surtout pour but de remplacer les vieux gaullistes par de jeunes fonctionnaires socialistes ou par des bureaucrates plus « européens », plus ou moins liés aux cercles de l'Internationale socialiste.

Fin 1982, suite à ces politiques, qui ne sont pas soutenues par une stratégie cohérente de développement industriel, l'économie française est exsangue, la fuite des capitaux massive et le chaos menace. Un conflit éclate au gouvernement, avec d'un côté Jean-Pierre Chevènement et Laurent Fabius, favorables à la sortie de la France du SME et au flottement du franc, de l'autre, Jacques Delors et Pierre Mauroy, partisans de s'y maintenir mais en adoptant une politique d'austérité féroce. C'est alors que Jacques Delors fait appel aux services de son ami Michel Camdessus pour convaincre Laurent Fabius d'abandonner sa position, ce qu'il fit en montrant à Fabius que, les coffres de la France étant désespérément vides, elle serait bien incapable de soutenir sa monnaie face à la moindre attaque. Convaincu, Fabius abandonne et Mitterrand s'embarque dans les politiques de rigueur de Jacques Delors, avec un premier plan en 1982, un deuxième en 1983 et un troisième en 1984. Ces politiques ont fait du Mitterrand d'alors l'un des présidents les plus impopulaires de l'histoire de France, en compétition seulement avec Jacques Chirac pendant son deuxième mandat, et pour les mêmes raisons...

En 1985, Jacques Delors est nommé à la présidence de la Commission européenne où il restera jusqu'en 1995, mettant toute son énergie au service de la cause de la supranationalité européenne. C'est sous la présidence de la CEE par Jacques Delors que les milieux financiers réussirent enfin à imposer la monnaie unique et l'abandon total de la souveraineté monétaire par les Etats membres, au profit d'une Banque centrale européenne indépendante, dont la politique est définie par les marchés financiers.

Mais c'est en 1988 que l'histoire de l'UEM s'emballe. Selon Tietmeyer, « un développement plus significatif eut lieu quand nous, en Allemagne, avons reçu des informations confidentielles concernant de possibles changements de la position française. Celles-ci indiquaient que la France pourrait et serait prête à envisager le transfert de la politique monétaire nationale vers

Alexandre Kojève, logique d'empire et dialectique du « maître-esclave »

Sans que la plupart des citoyens européens n'en aient la moindre idée, l'UEM qui leur a été imposée depuis le milieu des années 80 porte en elle le dessein d'un empire. Le manipulateur qui a le plus contribué à sa conception, lui aussi parfaitement inconnu de l'opinion publique, est un « philosophe » franco-russe du nom d'Alexandre Kojève.

Né en Russie, Kojève (1902-1968) s'exile en Allemagne en 1920. En 1926, il s'établit à Paris où il restera jusqu'à la fin de sa vie. Mais c'est à Berlin, dans les années 20, qu'il rencontre le philosophe juif allemand Leo Strauss (1899-1973), qui avait quitté l'Allemagne en 1932 pour Paris où il restera deux ans en relation avec Kojève avant de s'établir à Londres. En 1938, il part aux Etats-Unis où il formera à l'Université de Chicago la plupart des néo-conservateurs au pouvoir aujourd'hui dans ce pays. Kojève et Strauss resteront de proches collaborateurs toute leur vie, Strauss envoyant ses « brillants » élèves, tels Allan Bloom ou Francis Fukuyama, auprès de Kojève. A ce duo, il faut ajouter Carl Schmitt, juriste attiré des nazis. Notons que Strauss a pu prendre la route de l'exil grâce à la Fondation Rockefeller – toujours elle ! – auprès de laquelle Schmitt l'avait introduit. Après la guerre, Kojève participa activement à la réhabilitation de Carl Schmitt.

C'est un cycle de conférences sur Hegel, donné entre 1933 et 1939 à l'Ecole pratique de hautes études (EPHE), qui confère à Alexandre Kojève son influence totalement démesurée dans la vie politique française et européenne. En effet, on retrouve là un petit groupe d'hommes, parmi lesquels Raymond Aron, Robert Marjolin, George Bataille, Jacques Lacan et Raymond Queneau, qui jouera un rôle majeur dans les années qui suivirent, au service de l'oligarchie financière internationale.

Qu'Alexandre Kojève ait pu exercer une telle influence est proprement effrayant à l'étude de ses idées. Ardent défenseur du rétablissement des empires, il épousait entièrement la dialectique hégélienne du maître/esclave comme moteur de l'histoire. Son séminaire à l'EPHE portait surtout sur la section A du chapitre IV de la *Phénoménologie de l'esprit* d'Hegel, consacrée à cette dialectique du maître/esclave. Ce texte sert de préface à l'ouvrage qui présente l'ensemble des séminaires de Kojève.

Au début de ce texte, Hegel établit une différence entre l'homme et l'animal, ce dernier ne dépassant pas le stade du « sentiment de soi », alors que l'homme est « conscient de soi (...) et de sa dignité humaine ». Mais, ce n'est pas la raison qui permet à l'homme de devenir conscient de lui-même, mais un désir qui le pousse à se découvrir. « L'homme, nous dit-il, ne s'avère humain que s'il risque sa vie (...) dans une lutte à mort en vue de la reconnaissance » ! Autrement dit, c'est la capitulation ou la mort entre deux adversaires, dans une lutte à mort, qui permet à l'homme de reconnaître sa qualité humaine ! Mais comment un mort, ou deux, peuvent-ils reconnaître le vainqueur ? Hegel admet que pour que « la réalité humaine » puisse se constituer, « il faut que les deux adversaires restent en vie ». Dans cette lutte, donc, l'un « doit avoir peur de l'autre, (...) doit refuser le risque de sa vie en vue de la satisfaction (du) désir de « reconnaissance » de l'autre. Or, le « reconnaître » ainsi, c'est le « reconnaître comme son Maître et se reconnaître et se faire reconnaître comme Esclave du Maître ». C'est cette dialectique qui définit l'histoire du monde, les esclaves dépassant les maîtres, le tout devant s'annuler à la fin de l'histoire, où maîtres et esclaves seront les deux à la fois...

Avec cette conception hégélienne, encore plus brutale que celle de Hobbes et préfigurant celle de Nietzsche, il n'est pas étonnant qu'Alexandre Kojève se fasse le défenseur des empires. C'est le thème principal d'une *Esquisse d'une doctrine de la politique française* rédigée en août 1945 et du *Projet Kojevnikov* datant de la même époque.

Dans ce texte qui paraît aberrant par cer-

tains côtés, mais dont on voit l'influence certaine qu'il a eue sur la pensée néo-conservatrice aux Etats-Unis et en France, où « la Règle du Jeu » de Bernard-Henri Lévy publiait encore des extraits en 1990, juste après la chute du Mur et la réunification de l'Allemagne, Kojève défend l'idée que l'ère des nations est révolue et que « pour être politiquement viable, l'Etat moderne doit reposer sur une vaste union impériale de nations apparentées ». Les économies nationales ne sont plus capables de financer les techniques militaires de la guerre moderne. Entre la nation et l'Empire homogène et universel de la fin de l'histoire, la réalité intermédiaire est celle des empires régionaux. Au sortir de la guerre, Kojève voit deux empires hégémoniques, l'empire « slavo-soviétique », à dominante religieuse orthodoxe, et l'empire « anglo-saxon » à dominante protestante, auquel viendra se joindre l'Allemagne.

Dans ce contexte, si la France veut continuer à exister, elle ne peut ni rester isolée, car son histoire en tant que nation est finie, ni se joindre à cet empire anglo-saxon, car elle risquerait de n'être plus qu'« un hinterland militaire économique, et par suite politique, de l'Allemagne, devenue l'avant-poste militaire de l'Empire anglo-saxon ». Usant des mêmes arguments géopolitiques qu'on a entendus chez Thatcher et Mitterrand à l'époque de la chute du Mur, Kojève soutient qu'une France avec 40 millions d'habitants serait incapable de faire face à une Allemagne de 80 millions ! Face à cette « réalité », Kojève n'hésite pas à faire appel à la vieille idée de Mussolini et de Laval en 1936, d'un empire des sœurs latines, et propose que la France constitue un empire latin catholique, « idée-idéal (...) où le peuple français aurait pour but et pour devoir le maintien de son rang de primus inter pares » ! Cet empire rassemblant 110 millions d'habitants mettrait en commun les « ressources de leurs patrimoines coloniaux », notamment africains, et aurait une politique économique et militaire unique. Sa zone d'influence se limiterait à la Méditerranée, ce *mare nostrum*. Mais qu'est-ce qui « apparente » ces trois nations ? La « douceur de vivre » qui transforme le « bien-être bourgeois en douceur de vivre aristocratique » !

Mais comment convaincre les Français qu'ils doivent proclamer « que la France est morte politiquement une fois pour toutes en tant qu'Etat-nation » ? Il faut qu'elle comprenne qu'elle « engendre l'empire afin de prolonger, dans le futur, l'autonomie et la grandeur que son présent purement national ne lui permet plus de soutenir ». N'est-ce pas le langage que toute l'élite politique nous tient actuellement, que la France ne peut plus agir puissamment dans le monde, autrement que par « l'Europe puissance » ?

La clé pour réussir, dit Kojève, c'est le général de Gaulle, mais « comment le convertir à l'idée de l'empire latin ? » Kojève élabore un plan visant à rassembler, pour soutenir son projet, les masses contrôlées par les communistes, la volonté politique du général de Gaulle et les élites économiques, technocratiques et culturelles. Il propose de mobiliser résistants « constructifs », fonctionnaires, techniciens et capitalistes, mais aussi tous « ceux qui avaient la foi dans la Révolution nationale » du Maréchal « et ont agi en conséquence ». Car il faut avoir des hommes d'action qui poussent aux limites, même s'ils ont fait des erreurs, pour aboutir. Ailleurs dans ce texte, qui propose de donner à l'empire latin juste assez de pouvoir militaire pour asseoir sa neutralité, Kojève fait l'éloge de cette période « d'objection de conscience » que fut Vichy.

Le général de Gaulle, on le sait, a bouleversé ce projet qui, sous sa forme d'Union latine, n'a probablement jamais été pris au sérieux. Il reste que depuis la mort de de Gaulle, quelque chose de très proche est apparu, bien qu'englobant l'Allemagne, sous la forme d'un ensemble régional interdépendant, dominé par une autorité supranationale, et que certains, en Angleterre, appellent déjà l'Empire européen et en France, plus pudiquement, l'Europe puissance.



Dans le sens des aiguilles, en haut à g. : Léo Strauss, Carl Schmitt, Raymond Aron et Alexandre Kojève.



une institution supranationale telle que la Banque centrale européenne». Sur la base de cette information, la présidence allemande de la CEE proposa alors, au sommet de Hanovre de juin 1988, la création d'un groupe chargé d'élaborer un plan par étapes vers une Union économique et monétaire sous la direction de Jacques Delors.

LE PLAN DELORS DE 1989

Le plan Delors a été présenté au sommet de Madrid de 1989. C'était tout ce que la faction synarchiste avait espéré depuis le début. Dans une continuité parfaite, le plan Delors part des prémisses du plan Werner et se situe, une fois de plus, dans les orientations du Programme d'action de 1962, dont il présente encore, en option, la vieille proposition de Robert Triffin/Marjolin pour la création d'un Fonds de réserve européen !

Il établit un plan entre trois phases pour aboutir à la création d'une monnaie unique et d'une instance unique de décision monétaire en Europe, auprès de qui les Etats membres auront abdiqué tout pouvoir de décision dans ce domaine : c'est le Système européen de banques centrales, chapeauté par la Banque

centrale européenne, indépendante des pouvoirs politiques et menant une politique définie par les marchés financiers. Notons la forte influence, dans tous ces schémas, de l'économiste Robert Mundell, concepteur des «zones monétaires régionales optimales» où l'on trouve combinées une dérégulation totale pour ce qui est de la circulation des biens, des personnes et des capitaux, et des contraintes extrêmement rigides pour ce qui est de la politique budgétaire et de l'endettement (voir article ci-joint).

Soulignons également le caractère totalement libéral de ce Traité qui s'engage à garantir une concurrence totale et non faussée, à limiter strictement les «subsidés publics en faveur de certains secteurs», à interdire l'intervention des pouvoirs publics auprès de la Banque centrale européenne et proclame que «la flexibilité des salaires et la mobilité de la main d'œuvre sont nécessaires pour éliminer les différences de compétitivité parmi les différents pays et régions».

Il faut noter que le groupe qui a élaboré le plan Delors était presque exclusivement composé de banquiers centraux ! A la demande expresse de Jacques Delors, les ministres des Finances des gouvernements



Willy Brandt (à g.) et Georges Pompidou.

élus par les peuples ont été écartés de ce comité, car Delors craignait l'hostilité de plusieurs d'entre eux à son projet. Le comité fut donc composé des douze banquiers centraux des pays membres, ainsi que de trois experts «indépendants» : Alexander Lamfalussy, alors directeur de la Banque des règlements internationaux (BRI), Niels Thygesen, un économiste danois proche de Robert Mundell et de son groupe de Sienne, et Miguel Boyer, du Banco Exterior de Espana. Parmi les banquiers centraux ayant participé à ces travaux du côté allemand, certains, dont Karl Otto Pöhl, président de la Bundesbank (1980-1991), qui termina sa carrière dans le comité de conseillers du groupe Carlyle, associé à la famille Bush, et Hans Tietmeyer (1993-1999), sont parmi les soutiens les plus acharnés des pouvoirs financiers. La France, elle, était représentée par Jacques de la Rosière.

LA RÉUNIFICATION DE L'ALLEMAGNE ET L'INDÉPENDANCE DE LA BCE

Au sommet de Madrid du 26-27 juin, d'où la première phase de l'UEM fut lancée à partir du 1^{er} juillet 1990, il y avait encore beaucoup de voix divergentes. En France, par exemple, Pierre Bérégovoy, alors ministre de l'Economie, était favorable à une monnaie commune pour les transactions en dehors de l'Union européenne, alors que Mitterrand et Delors étaient favorables à une monnaie unique. Margaret Thatcher refusa d'engager la Grande-Bretagne, pendant que le chancelier Helmut Kohl hésitait beaucoup à abandonner le deutsch-mark.

Il faudra attendre le sommet de Strasbourg de décembre 1989 pour que Kohl, au milieu des grandes tensions provoquées par la chute du Mur et la réunification de l'Allemagne, accepte d'abandonner le mark et de se soumettre à l'UEM, tout en exigeant de ses partenaires une BCE indépendante des pouvoirs publics, sur le modèle de la Bundesbank.

L'histoire est officielle depuis la publication par Jacques Attali de *Verbatim*, ses mémoires de l'époque où il était l'émence grise de François Mitterrand. Craignant de perdre sa place politique prépondérante en Europe, la France s'est opposée à la réunification de l'Allemagne et a même tenté de l'empêcher, et quand ceci est devenu impossible, elle a obligé son allié à accepter l'UEM, sachant qu'elle allait totalement à l'encontre des intérêts bien compris de l'Allemagne -- comme de la France, ajoutons-nous. Claire Tréan, dans *Le Monde* du 14 octobre, décrit avec acuité le sentiment qui régnait au sein du gouvernement français sur cette question épineuse : «Le sujet est extrêmement sensible. (...) Chaque mot peut réveiller en France des frayeurs endormies, la hantise plus ou moins consciente de voir 75 ou 80 millions d'Allemands proclamer l'avènement du «quatrième Reich»» (sic). C'étaient les positions géopolitiques de Margaret Thatcher, étrangement proches aussi de l'esquisse d'Alexandre Kojève.

Questionnés sur le fait que la France avait exigé l'adhésion de l'Allemagne à l'UEM et à l'euro comme condition à la réunification allemande, deux des plus proches collaborateurs de François Mitterrand ont confirmé les faits. Dans un entretien à la revue *Limes* (1998), Hubert Védrine déclarait : «L'idée d'Union économique et monétaire était dans l'air depuis les années 70, avec le plan Werner. (...) C'est le contexte particulier créé par le début de la réunification, la force déjà établie de la relation personnelle entre François Mitterrand et Helmut Kohl, leur vision commune

de l'avenir et de l'Europe, qui a permis la vraie décision, à Strasbourg, en décembre 1989, dont tout le reste découle.» A la même question, Jacques Delors a répondu en souriant que «les grandes idées peuvent parfois être servies par les circonstances, par l'habileté tactique et politique» ! Dans un entretien disponible sur Internet*, Jacques Jessel, un diplomate français de haut rang qui connaît bien l'Allemagne, rapporte aussi les propos très intéressants tenus par le chancelier Kohl à un interlocuteur français sur les ultimes négociations aboutissant à l'UEM. Ce dernier les a ensuite rapportés à Jessel : «Les seuls deux points qui intéressaient François Mitterrand étaient le droit de vote pour les étrangers et (...) la détermination de la date finale pour l'introduction de la monnaie unique».

En échange de l'accord pour l'UEM, l'Allemagne exigera de son côté que la Banque centrale européenne soit indépendante des pouvoirs politiques.

L'OLIGARCHIE FINANCIÈRE INTERNATIONALE

C'est ainsi que la France et l'Allemagne ont été amenées toutes deux à adopter les pires politiques de la synarchie financière internationale, politiques qui aboutissent aujourd'hui à la mise en coupe réglée par la finance de l'économie productive et des populations européennes.

Comme on l'a vu depuis le début, les empreintes de l'oligarchie financière internationale apparaissent tout au long de l'histoire de l'UEM. Parmi les groupes les plus en vue, mais jouant probablement seulement le rôle de porte-parole de l'ensemble de l'oligarchie, la Fondation Rockefeller et le Groupe de Bilderberg, fondé par David Rockefeller et le Prince Bernhard de Hollande. A partir de 1973, la Commission trilatérale militera publiquement pour un monde globalisé divisé en trois zones régionales -- Etats-Unis, Europe et Asie -- vision d'ailleurs tout à fait cohérente, non seulement avec les objectifs impériaux de Kojève, mais aussi avec les projets monétaires de Robert Mundell et de son groupe de Sienne. Ce n'est donc pas un hasard si on retrouve Marjolin et Barre, et leurs proches, parmi les membres de la Commission trilatérale. Sept autres membres de cette Commission viennent du club Jean Moulin, dont faisait partie Jacques Delors et où l'on retrouvait aussi, outre Michel Crozier qui a co-signé un ouvrage avec Samuel Huntington, des «chrétiens sociaux» qui s'étaient distingués avant guerre dans les décades de Pontigny ou à l'école des cadres d'Uriage de la Révolution nationale, Paul Delouvrier et François Bloch-Lainé. L'Institut Aspen, où l'on retrouve encore Barre et Delors, ainsi que Michel Peberneau, de la BNP Paribas, est une pépinière de ce type de réseau, alors qu'au Bilderberg, on retrouve Jean-Claude Trichet, président en exercice de la BCE, et Henri de Castries, président d'AXA et haut représentant du «parrain» du capitalisme français, Claude Bébear.

Ayant apporté une contribution non négligeable au rejet par les citoyens français du Traité constitutionnel européen, nous prenons ici l'engagement solennel de poursuivre notre combat jusqu'à la révocation de ce Traité et au retour de la France à des politiques nationales et européennes conformes aux besoins des populations.

Documentation complémentaire
MARJOLIN, Robert. Le travail d'une vie, Mémoires (1911-1986). Paris, Robert Laffont, 1986.

Robert Mundell, oligarchie financière et néo-conservateurs

L'économiste canadien Robert Mundell, prix Nobel d'économie 1999 et auteur en 1961 de la «Théorie des zones monétaires optimales», a apporté une contribution essentielle à la création de l'UEM et de l'euro. En 1970, Mundell avait été conseiller auprès du comité monétaire de la CEE et en 1972/73, il a fait partie du groupe d'études de la CEE sur l'Union monétaire. Robert Mundell nous permet d'établir le lien entre l'oligarchie financière et les «idéologues du néo-conservatisme» d'hier et d'aujourd'hui.

C'est en 1955-56, à la London School of Economics (LSE), que Mundell déclare avoir conçu cette théorie. A la LSE, Mundell avait été formé par Lionel Robbins, l'un des activistes de l'ultra-libérale Société du Mont-Pèlerin. Mais à partir de 1957, nous retrouvons Mundell à l'université de Chicago, base d'opérations non seulement de Milton Friedman, mais aussi de l'école néo-conservatrice fondée par Léo Strauss aux Etats-Unis. Rappelons aussi que la renommée de Strauss venait essentiellement de ses interventions aux conférences de la Walgreen Foundation, une émanation des colloques lancés en 1938 par Walter Lippmann, véritable Société Mont-Pèlerin avant l'heure (voir l'article sur Marjolin).

La théorie de Mundell fut publiée en

1961 dans l'*American Economic Review*, la même année où il fut nommé économiste en chef du FMI, ainsi que dans la lettre de la Chase Manhattan Bank de Rockefeller. Mais, tout comme les empires régionaux de Kojève doivent aboutir à l'empire universel et homogène, les monnaies régionales de Mundell doivent aussi donner lieu à une monnaie unique mondiale, émise par une Banque centrale mondiale !

Ce projet était défendu déjà en 1964 par le groupe de Bellagio-Princeton, où l'on retrouve Mundell en compagnie de Robert Triffin, très actif, nous l'avons vu, dans la création de l'UEM. Mais c'est surtout dans le «groupe de Sienne», qui rassemble banquiers, économistes et responsables gouvernementaux à Santa Colomba, en Italie, dans des séminaires organisés par la société Monte dei Paschi, l'université de Columbia et le Centre d'études monétaires et bancaires de Genève, que Mundell promeut cette idée. Dans un éditorial du 30 juin 2003, feu Robert Bartley, éditeur émérite du *Wall Street Journal*, proche de Mundell et ennemi acharné de Lyndon LaRouche, s'était approprié cette proposition en expliquant que si l'euro avait bien pu unifier les monnaies européennes, une monnaie mondiale pourrait aussi unifier le dollar, le yen et l'euro.



Jacques Delors (ci-dessus) Hans Tietmeyer (en haut, à dr.) et Robert Mundell.